

Plus de 4500 milliards de FCFA en six ans

Cela fait un volume de plus de 30% des ressources du PIB injectées dans la réalisation des infrastructures.

Pendant les moments forts de la vague pétrolière, les investissements publics n'ont jamais franchi la barre de 300 milliards de FCFA. 1970 et 2010, le Gabon aura connu trois périodes cruciales : la vague pétrolière avec le boom de l'or noir des années 70 ; les années de grands chantiers commencés en 1990 qui ont permis de disposer de réseau sommaire de routes et d'infrastructures dans certains domaines et le temps de l'émergence lancé et mis en œuvre dès 2010. En 1976, le niveau des investissements publics a franchi le seuil des 260 milliards de FCFA (269 milliards de FCFA plus exactement) alors que le baril de pétrole se négociait au-delà du prix actuel.

Ce n'est qu'en 1998, lors de la période des travaux urbains, que l'Etat a plafonné ses investissements à 363 milliards de FCFA. Ceux-ci sont retombés, l'année d'après, à 119 milliards de FCFA. Alors qu'entre 1993 et 1998, la courbe de vente du pétrole, affichait une progression annuelle encourageante. Mais curieusement, l'Etat n'a injecté que 79 milliards de FCFA en 1992, avant d'opérer une remontée à 350 milliards de FCFA en 1997. L'on assistera à une évolution des investissements publics en dents de scies jusqu'en 2003. La pro-

gression reprendra timidement en 2004 avec 160 milliards de FCFA et va plafonner à 309 milliards de FCFA en 2009. Pendant les deux premières périodes, la manne pétrolière n'a jamais autant rapporté de ressources financières dans l'histoire du Gabon. La production d'alors affichait des pics qui se situaient loin des niveaux actuels. Mais, malgré cela, entre 1980 et 2009, soit près de 30 ans, seuls 4 356 milliards de FCFA ont servis aux investissements publics. Depuis 2010, le niveau total des investissements réalisés par le Gabon, se situe au-dessus rapproché de 30% du PIB. Ce qui, selon les autorités, illustre le changement de paradigme du modèle gabonais, qui

migre d'une économie de rente vers une économie productive. L'investissement public sur les cinq dernières années dépasse tous les investissements réalisés par le pays en 40 ans. Le cumul de ces investissements réalisés par le Gabon représente une moyenne de 800 milliards de FCFA par an, avec un pic de plus de 1000 milliards de FCFA en 2012, soit au total 4579 milliards de FCFA en six ans. «Le Gabon est depuis 2009 un des pays africains où l'effort d'investissement est le plus important et réalise le niveau d'investissement préconisé pour transformer en profondeur une économie», souligne le Coordonnateur général du Bureau de coordination du PSGE. Si le niveau d'investissement public

a baissé avec la chute des cours du pétrole, reste cependant que le pays a su tirer avantage de l'envolée des prix du baril de pétrole dans les années de gloire. Les recettes pétrolières issues de cette période ont prioritairement été orientées vers l'investissement. Mais avec un baril à 134 dollars en 2008 par exemple, le pays n'a consacré que 299 milliards de FCFA aux investissements publics. Alors qu'avec un baril à 78 dollars en 2010, l'Etat a injecté 732 milliards de FCFA dans la construction d'infrastructures diverses. Ce qui représente 75% des recettes pétrolières investies dans la construction du pays. Avec 62 dollars récoltés sur le marché international en 2014, l'Etat a mis 606 milliards de FCFA sur la

table. Ces investissements publics ont été affectés en grande partie aux secteurs qui impactent directement la vie des populations. Les équipements, les infrastructures et l'aménagement du territoire, ont englouti la plus grosse part de ces investissements avec plus de 28%. Les grands projets avec 20,9%, l'énergie, les ressources hydrauliques et les énergies nouvelles (12,5%), la santé, l'hygiène les affaires sociales (8,9%) disposent des plus grandes enveloppes dans la répartition des fonds consacrés à l'investissement pendant la période 2009-2014. Le logement, l'habitat, l'urbanisme, l'éducation, la recherche, la culture etc., s'en tirent avec environ 4% de volume d'investissements. ■

